

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FORGITAL-DEMBIERMONT SAS**

BP 10089  
Hautmont  
59600 Maubeuge

Références : 2025\_V3\_256  
Code AIOT : 0007000688

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2025 dans l'établissement FORGITAL-DEMBIERMONT SAS implanté 4 rue Jules Campagne BP 10089 59330 Hautmont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FORGITAL-DEMBIERMONT SAS
- 4 rue Jules Campagne BP 10089 59330 Hautmont
- Code AIOT : 0007000688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site relève du SEQE (Système d'Echange de Quotas d'Emission) pour son activité de transformation des métaux ayant une puissance colorifique supérieure à 20 MWth. Le site dispose de fours de rechauffage des pièces métalliques à déformer et de fours pour le traitement thermique des métaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES — REJET N°1	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.12	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 9.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que :

- le plan du réseau ne contient pas les éléments suivants: les vannes au niveau des tours aéroréfrigérantes et les compteurs d'eau;
- un point de rejet (eaux domestiques), qui est raccordé au collecteur de la rue J.Campagne n'est pas identifié par l'exploitant, que ce soit visuellement ou sur le plan du réseau;

- le point de rejet 3 n'étant pas identifié, l'inspection n' a pas été en mesure de vérifier l'aménagement des points de prélèvements sur ce rejet;
- les paramètres contrôlés de l'analyse des rejets d'eaux pluviales le 03/03/2025. ne correspondent pas aux prescriptions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2007. Les paramètres DBO5, azote global et température n'ont pas été pris en compte dans l'analyse des eaux pluviales;
- l'exploitant n'a pas défini de fréquence pour l'autosurveillance de ses rejets (pluviales et eaux domestiques). De plus, l'exploitant n'a pas à sa disposition un document contenant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. L'autosurveillance n'avait pas été transmise à l'inspection avant la visite;

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.2.2, 4.3.5, 4.3.6.2, 4.3.12, 9.1.1 dans un délai de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux. Ce plan indique les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;</li> <li>- désuileur;</li> <li>- cuves laminoirs;</li> <li>- points de rejets.</li> </ul> <p>Cependant le plan ne contient pas les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les vannes au niveau des tours aéroréfrigérantes;</li> <li>- les compteurs d'eau.</li> </ul>

De plus, l'inspection constate que le plan n'est pas à jour et qu'aucune date n'est indiquée sur le plan. Certains points de rejets sont manquants sur le plan ou ne sont pas situés correctement sur le plan.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Localisation des points de rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

### Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu receveur codifié par le présent arrêté	numéro 1
Nature des effluents Débit maximal Exutoire du rejet  Traitement avant rejet  Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective Conditions de raccordement	eaux pluviales 2l/s/ha milieu naturel Avant rejet les eaux pluviales transitent par un bassin tampond'un volume de 659 m³, le quel est muni d'un séparateurhydrocarbures assurant une teneur résiduelle enhydrocarbures dans le milieu naturel inférieure à 5 mg/l. La Sambre Convention de rejet VNF

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Numéro 2
Coordonnées PK et coordonnées Lambert Nature des effluents Débit maximal Exutoire du rejet	PK 34.933 eaux pluviales (rejet qui sert uniquement comme trop plein de la station de relevage des eaux pluviales) Milieu naturel

Traitement avant rejet Station de traitement collective - Conditions de raccordement	Déshuileur
--	------------

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Numéro 3
Coordonnées PK et coordonnées Lambert Nature des effluents Débit maximal Exutoire du rejet Traitement avant rejet Station de traitement collective Conditions de raccordement	raccordements au collecteur de la rue J. Campagne eaux domestiques  Réseau de collecte séparatif qui achemine les eaux vers le réseau de collecte communal Station d'épuration de la ville de Maubeuge

#### Constats :

2 points de rejets ont été correctement localisés par l'exploitant:

- le point de rejet 1 (eaux pluviales) où, avant rejet dans la Sambre, les eaux pluviales transitent par un bassin tampon de 656 m<sup>3</sup>, lequel est muni d'un séparateur d'hydrocarbures;
- le point de rejet 2 (eaux pluviales venant du trop plein de la station de relevage des eaux pluviales), où avant rejet dans la Sambre les eaux pluviales transitent par un déshuileur;
- le 3ème point de rejet (eaux domestiques), qui est raccordé au collecteur de la rue J.Campagne n'est pas identifié par l'exploitant, que ce soit visuellement ou sur le plan du réseau. Aucune mesure n'a été réalisée sur ce point rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : Aménagement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.6.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

**Prescription contrôlée :**

<p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure(débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois,régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les points de prélèvements pour les rejets 1 et 2 ont été identifiés par l'inspection des installations classées et sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>Le point de rejet 3 n'étant pas identifié, l'inspection n' a pas été en mesure de vérifier l'aménagement des points de prélèvements sur ce rejet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents liquides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rejets eaux sont répartis en 3 réseaux de collectes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux usées sont traités par une STEP externe;</li> <li>- les eaux pluviales sont rejetés dans le milieu naturel (Sambre) et passent par un débourbeur déshuileur avant rejet;</li> <li>- les eaux industrielles sont traitées en tant que déchets et sont récupérées par la société Flamme une fois par mois. L'exploitant a présenté une facture de la société Flamme.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES — REJETN°1

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4.3.12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Collecte des effluents liquides

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations mg/l
MEST	25
DCO	40
DBO5	10
Azote global	3
Hydrocarbures totaux	5
pH	6.5-8.5
Température	<30 degrés Celsius

Les effluents ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur.

**Constats :**

L'exploitant a effectué une analyse de ses rejets d'eaux pluviales le 03/03/2025.

L'analyse est effectuée sur les paramètres suivants:

- pH;
- conductivité;
- MES;
- COT;
- DCO;
- hydrocarbures;
- bore;
- fer;
- cadmium;
- chrome;
- nickel;
- plomb;
- zinc;
- aluminium.



L'inspection constate que les paramètres contrôlés de l'analyse de ses rejets d'eaux pluviales le 03/03/2025. ne correspondent pas aux prescriptions de l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 8/03/2007. En effet, les paramètres DBO5, azote global et température n'ont pas été pris en compte dans l'analyse des eaux pluviales.

De plus, l'inspection constate un dépassement des valeurs limites d'émission pour le paramètre DCO.

- Moyenne de 109 mg/l pour une VLE de 40 mg/l.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 9.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme d'autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas défini de fréquence pour l'autosurveillance de ses rejets (pluviales et eaux domestiques). De plus, l'exploitant n'a pas à sa disposition un document contenant les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. L'autosurveillance n'avait pas été transmise à l'inspection avant la visite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois